



Les drones armés d'Israël annoncent l'ère du meurtre automatisé

Description

L'utilisation de drones par Israël a entraîné une hausse des exportations et un nombre croissant de morts palestiniennes, mais il n'y a pas de débat public sur leur légalité ou leur moralité.

Par Sebastien Ben Daniel (John Brown), le 19 septembre 2023



Des Palestiniens inspectent les restes d'une maison qui a été la cible d'une attaque de drone par l'armée israélienne dans la ville de Jéricho en Cisjordanie occupée, le 4 septembre 2023. (Nasser Ishtayeh/Flash90)

Le 4 septembre, l'armée israélienne a lancé un raid dans le camp de réfugiés de Jéricho pour la première fois depuis son invasion à grande échelle il y a deux mois, dans le cadre d'une opération visant à arrêter plusieurs membres du Hamas. Au cours d'un échange de coups de feu, l'armée a déployé un hélicoptère Rafal SPIKE FireFly, un drone « suicide » ou « kamikaze », pour frapper des militants palestiniens dans la zone. Cette attaque est la dernière utilisation de drones de combat à Jéricho, signalant la présence accrue de ces machines dans les opérations israéliennes en Cisjordanie occupée.

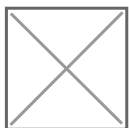
Depuis des décennies, l'armée israélienne utilise des drones armés pour procéder, entre autres, à des exécutions extrajudiciaires. Mais jusqu'à l'année dernière, il était officiellement interdit de publier ce fait fondamental dans les médias israéliens ; ce n'est que le 20 juillet 2022 que la censure militaire israélienne a modifié sa politique. Cette interdiction de longue date a contribué à étouffer un débat public clair en Israël sur la moralité de ces drones, alors même que des discussions animées avaient lieu ailleurs dans le monde, notamment autour de leur utilisation par l'armée américaine.

Une enquête menée par +972 et *Local Call* révèle trois cas à un pendant l'opération Bordure protectrice en 2014, et deux pendant l'opération Gardien des murs en 2021 dans lesquels neuf non-combattants palestiniens, dont cinq enfants, ont été tués par des missiles tirés par des drones. Dans un cas, une enquête criminelle a été ouverte, mais personne n'a été poursuivi. Dans les deux autres cas, des officiers ont été primés, mais l'armée n'a pas ouvert d'enquête.

Un secret de polichinelle

L'armée israélienne a commencé à utiliser des drones au début des années 1980 au Liban, avant qu'ils ne soient appelés « véhicules aériens sans pilote » (UAV), un nom destiné à suggérer une méthode humaine de mise à mort. Plus récemment, l'armée a utilisé ces armes pour mener des milliers d'attaques dans la bande de Gaza, et plus récemment à Jérusalem.

Pendant des décennies, ces armes ont été un « secret de polichinelle », le monde entier et certainement les palestiniens étant parfaitement au courant de leur utilisation. Pourtant, pendant tout ce temps, il était toujours techniquement interdit d'en faire état auprès du public israélien, même si ce dernier connaissait lui aussi l'existence de ces armes.



Un drone Hermes 900 fabriqué par Elbit Systems, présenté au salon du Bourget, le 24 juin 2007. (Matthieu Sontag/CC-BY-SA)

L'armée de l'air israélienne elle-même a vanté les mérites des drones d'attaque dans nombre de ses publications (l'IAF n'est pas soumise à la censure militaire, qui caviarde ou censure souvent la publication de ce qu'elle considère comme du matériel sensible sur les activités de l'armée dans la presse israélienne). En 2014, par exemple, le magazine de l'IAF a déclaré que le drone Hermes 900, fabriqué par la société Elbit Systems, « présente un avantage opérationnel supplémentaire par rapport aux avions plus anciens, car il peut transporter plusieurs MTA (cargaison d'attaque), ce qui lui permet d'effectuer plusieurs missions en une seule sortie » (il n'a pas précisé de quelle cargaison il s'agissait). Dans une vidéo officielle en anglais du ministre de la Défense destinée aux ventes à l'étranger, il est également montré comment l'Hermes 900 bombarde ses cibles, soulignant que son efficacité a été prouvée au combat.

En 2022, les ventes de ces armes par Israël représentaient un quart de l'ensemble de ses exportations de défense, qui ont culminé à 12,5 milliards de dollars l'année dernière. Récemment, face aux inquiétudes concernant l'impact de la réforme judiciaire sur l'économie israélienne, le Premier ministre Benjamin Netanyahu et le ministre des Finances Bezalel Smotrich ont affirmé que l'industrie de la défense « débordait de commandes » d'armes et que ces exportations permettraient au gouvernement de garder la tête hors de l'eau sur le plan économique.

Les liens entre l'armée israélienne et l'industrie de défense privée sont si étroits que l'armée de l'air a partagé des vidéos vantant les mérites des drones d'Elbit. Lors de l'assaut de 2014 contre Gaza, Israël s'est empressé de « tester au combat » le modèle Hermes 900 d'Elbit, ce qui a grandement facilité les ventes de l'appareil.

Pour les palestiniens de Gaza, l'utilisation de ces drones n'est certainement pas un secret. En effet, il est difficile de trouver un habitant de la bande qui ne reconnaisse pas le bourdonnement unique de ces machines.

Début 2014, Atef Abu Saif, ministre de la culture de l'Autorité Palestinienne et professeur à l'université Al-Azhar de Gaza, a publié « *Sleepless in Gaza* », une étude analysant l'utilisation de ces aéronefs contre les habitants de la bande de Gaza depuis 2009. Selon ses conclusions, Israël a mené 42 attaques de drones au cours de l'opération « Plomb durci » de 2008 à 2009, tuant 87 personnes, dont 29 enfants, et en blessant 73 autres. Les drones ont ensuite tué 36 palestiniens lors de l'assaut de 2012 sur Gaza, dont les deux tiers étaient des non-combattants.



Des palestiniens marchent à côté d'une maison détruite à Rafah, après qu'elle ait été touchée par des frappes aériennes israéliennes lors de l'opération « Gardien des murs », dans le quartier Al-Rimal de la ville de Gaza, le 30 mai 2021. (Abed Rahim Khatib/Flash90)

Freiner le combat public

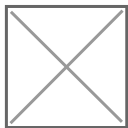
Aux États-Unis et ailleurs, l'utilisation de ces armes pour des exécutions extrajudiciaires a suscité des questions morales et juridiques, notamment celle de savoir si le fait que la formation et l'utilisation des drones soient peu coûteuses par rapport à la formation et au déploiement d'un pilote signifie que ces machines sont également utilisées de manière excessive, ce qui réduit la valeur de la vie de ceux qu'elles tuent. En outre, que signifie le fait que les opérateurs qui effectuent les frappes de drones n'ont pratiquement aucune autonomie pour décider de l'exécution, à l'exception du moment exact de la frappe ? Et combien de civils sont tués dans ce type d'attaques ?

L'interdiction par la censure militaire de discuter de ces questions a empêché ce type de discours moral d'avoir lieu, tout en empêchant les journalistes d'enquêter sur le meurtre de civils dans les frappes de drones, que ce soit intentionnellement ou accidentellement. Le public israélien ne

pouvait donc pas s'interroger sur l'un des principaux moyens utilisés par l'armée pour infliger de la violence, en particulier à la population occupée.

Même après la levée de l'interdiction par la censure il y a un an, une grande partie des médias israéliens a lancé une campagne préventive pour limiter le débat public sur l'utilisation des drones dans les exécutions extrajudiciaires. Les articles célébrant la levée de la censure ont également vanté les vertus et l'esthétique des machines, tout en négligeant de discuter du nombre de morts, de la connexion des opérateurs. rices de drones par rapport à leurs actions, et de la moralité de ces armes. La question de savoir s'il est même approprié d'utiliser ces machines a été soulevée.

Il est très probable que la levée de la censure soit un *ballon d'essai*, une information envoyée aux médias afin d'observer la réaction du public, alors que l'utilisation des drones s'accroît rapidement. Les médias internationaux ont rapporté qu'Israël avait déjà commencé à déployer des drones utilisant le logiciel d'intelligence artificielle (IA) d'Elbit, Legion-X. En mai 2021, Israël a qualifié son attaque contre Gaza de « première guerre d'IA au monde ».



Un soldat israélien lance un drone de surveillance dans la bande de Gaza pendant l'opération « Bordure protectrice », le 14 juillet 2014. (Yossi Aloni/FLASH90)

Un récent article de Bloomberg a révélé que l'armée israélienne utilise également l'IA pour sélectionner des cibles et les « incriminer », en utilisant le logiciel Fire Factory du fabricant d'armes israélien Rafael. Bien qu'il y ait une implication humaine dans l'approbation des cibles, celles-ci sont choisies par des algorithmes considérés comme une « boîte noire » ce qui signifie que la personne qui approuve l'attaque ne peut pas savoir quelles informations ont conduit à la criminalisation de la cible.

Le silence du public après que toutes ces informations ont été révélées convient à toutes les parties concernées. Les entreprises d'armement peuvent faire connaître les avantages de l'utilisation de leurs drones sans subir de critiques ; il en va de même pour le ministre de la Défense et l'armée, ce qui garantit une transition vers des armes bon marché, autonomes et facilement disponibles. Dans le climat politique actuel, même les pilotes israéliens refusent d'effectuer des missions en raison de la révision judiciaire, l'utilisation de drones armés est particulièrement attrayante pour l'establishment sécuritaire.

C'est précisément pour cette raison qu'il est si dangereux pour le public israélien de laisser le débat sur les drones aux fabricants d'armes et aux généraux à huis clos.

Une frappe « impeccable » qui a tué quatre enfants

L'un des incidents les plus tristement célèbres de l'assaut israélien de 2014 sur Gaza est une frappe qui a tué quatre enfants palestiniens sur une plage. Le 16 juillet 2014, peu de temps après le début de l'opération militaire israélienne, plusieurs enfants de la famille Bakr,

Quatre enfants de 9 à 11 ans, sont sortis jouer au football au bord de la mer, pendant une accalmie des attaques dans la région.

Vers 16 heures, certains d'entre eux sont entrés dans un conteneur maritime sur la plage, où ils ont été attaqués par un missile, qui a tué l'un d'entre eux. Les enfants survivants se sont enfuis et ont été frappés par un second missile après s'être éloignés du conteneur.



De la fumée s'élevait d'une plage de Gaza après que des frappes de drones israéliens ont tué 4 enfants de la famille Bakr : Ahed Atef Bakr, 9 ans, Zakaria Ahed Subhi Bakr, 10 ans, Mohammed Ramez Izzat Bakr, 11 ans, et Ismail Mohammed Subhi Bakr, 9 ans, 16 juillet 2014. (Anne Paq/Activestills)

Quatre enfants : Ahed Atef Bakr, 9 ans, Zakaria Ahed Subhi Bakr, 10 ans, Mohammed Ramez Izzat Bakr, 11 ans, et Ismail Mohammed Subhi Bakr, 9 ans ont perdu la vie dans l'attaque, et quatre autres membres de la même famille ont été blessés. Selon l'enquête, il ne s'agit que d'une attaque parmi « plusieurs centaines » d'autres.

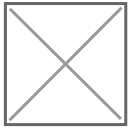
Deux drones ont participé à l'attaque : l'un pour photographier, l'autre pour attaquer. Selon une enquête interne de la police militaire, un drone Hermes 450 a plané pendant quatre heures au-dessus de la cible, près de la plage. Un officier de renseignement de la marine israélienne, E., a affirmé que le conteneur avait été reconnu comme appartenant à une unité navale du Hamas qui avait mené une opération sur une plage du sud d'Israël. E. a expliqué que des renseignements indiquaient qu'une réunion d'une force du Hamas devait avoir lieu à cet endroit.

Un officier de renseignement de l'armée a déclaré à la division des enquêtes criminelles de la police militaire que la cible avait fait l'objet d'une enquête des années auparavant et a affirmé que le fait que les enfants aient couru puis ralenti pour marcher était suspect, car après une « expérience antérieure », les combattants marchaient ainsi lorsqu'ils ne voulaient pas paraître suspects. L'officier a également déclaré que dans les cas impliquant une cible importante, il est possible d'obtenir l'autorisation de lancer une frappe qui toucherait également des civils « non impliqués » ; ici, cependant, aucune autorisation de ce type n'a été donnée, ce qui signifie que la cible sur la plage de Gaza n'était pas définie comme « importante ».

Selon les personnes qui ont témoigné, la frappe a été « impeccable » et est appuyée sur des renseignements aussi solides que ceux de n'importe quelle autre frappe. Les officiers qui ont témoigné ont déclaré que si un crime primum respondit au test de plausibilité et qu'une attaque est susceptible de tuer des acteurs hostiles, alors une frappe est appropriée.

Les éléments de preuve dans le cas des garçons Bakr indiquent un incident extrême de ce que l'on appelle une « frappe de signature », dans laquelle il y a une incertitude quant à l'identité exacte des cibles, mais leur mode de comportement perçu est suffisant pour justifier une frappe. Dans le cas des garçons, c'est leur entrée dans le conteneur

dâ??expÃ©dition â?? qui, des annÃ©es auparavant, avait Ã©tÃ© identifiÃ© comme appartenant Ã la force navale du Hamas â?? qui a Ã©tÃ© jugÃ©e suffisante pour quâ??ils deviennent des cibles. Cette hypothÃ©se a Ã©galement guidÃ© la seconde frappe quelques secondes plus tard, pour laquelle aucune autorisation nâ??a Ã©tÃ© demandÃ©e â?? ce qui, aux yeux des officier.e.s de lâ??armÃ©e, nâ??Ã©tait pas inhabituel.



Un enfant palestinien dans les dÃ©combres dâ??un quartier de Gaza aprÃ©s une frappe aÃ©rienne israÃ©lienne, le 12 mai 2012. (Mohammed Zaanoun)

Ã« Je pense quâ??il sâ??agit de commandos navals du Hamas qui viennent chercher du matÃ©riel et partent peut-Ãªtre sur des bateaux en vue dâ??une attaque contre lâ??Ã©tat dâ??IsraÃ©l Ã», a dÃ©clarÃ© un officier supÃ©rieur de la marine. Lâ??armÃ©e voulait Ã©galement Ã« faire payer le prix Ã» aux forces navales du Hamas pour lâ??infiltration sur la plage israÃ©lienne plusieurs jours auparavant, raison pour laquelle le conteneur a Ã©tÃ© attaquÃ© en prioritÃ©. En dâ??autres termes, les enfants tuÃ©s lors de la frappe nâ??ont pas Ã©tÃ© identifiÃ©s comme une Ã« bombe Ã retardement Ã», mais ont plutÃ´t Ã©tÃ© cibliÃ©s pour se venger dâ??une opÃ©ration menÃ©e par le Hamas.

Dommmages collatÃ©raux

Ãtant donnÃ© que, selon les Ã©lÃ©ments de preuve, IsraÃ©l avait bombardÃ© le conteneur la veille, on peut se demander si les combattant.e.s du Hamas seraient revenu.e.s exactement au mÃame endroit un jour plus tard. On peut Ã©galement se demander si, comme on lâ??a prÃ©tendu, le conteneur Ã©tait clÃ©turÃ© sâ??il avait Ã©tÃ© bombardÃ© un jour plus tÃ¢t. Aucune des personnes interrogÃ©es dans le cadre de lâ??enquête nâ??a rÃ©pondu Ã ces questions.

Lâ??une des personnes interrogÃ©es a affirmÃ© que mÃame aprÃ©s avoir examinÃ© une seconde fois les images du premier drone, il nâ??Ã©tait pas possible de savoir si les silhouettes quâ??ils voyaient Ã©taient des enfants. Ã« Il est trÃ©s difficile dâ??identifier les enfants parce que nous regardons la zone dâ??un point de vue vertical, dâ??en haut Ã», ont-ils dÃ©clarÃ©.

M., officier de lâ??armÃ©e de lâ??air, explique que cette attaque a fait lâ??objet dâ??une attention particuliÃ©re parce quâ??il sâ??agissait de lâ??une des premiÃ©res menÃ©es avec le drone Hermes 900, qui a Ã©tÃ© mis en service pour la premiÃ©re fois la veille des frappes sur la plage. Ã cette Ã©poque, lâ??armÃ©e ne disposait dâ??aucune documentation organisÃ©e sur la maniÃ©re dâ??utiliser les drones au combat, et il a fallu attendre plusieurs annÃ©es avant quâ??ils ne soient utilisÃ©s de maniÃ©re rÃ©guliÃ©re.

Lâ??enquête de lâ??armÃ©e sur la mort des garÃ§ons Bakr, comme toutes les enquÃªtes israÃ©liennes sur les meurtres de civils lors de lâ??assaut de Gaza en 2014, a Ã©tÃ© classÃ©e sans suite â?? en dÃ©pit du fait que les propres statistiques de lâ??armÃ©e ont montrÃ© que 369 enfants palestiniens ont Ã©tÃ© tuÃ©s au cours de lâ??opÃ©ration, la plupart dâ??entre eux dans des frappes aÃ©riennes. On ignore combien de ces dÃ©cÃ©s sont dus Ã des frappes de drones.



Capture d cran montrant des images aériennes de la bande de Gaza avec trois enfants encerclés, extraites d une vidéo t l charg e sur le compte YouTube de l Arm e de Défense d Isra lienne   IDF Strike Aborted   (Frappe avort e des FDI).

Dans certains cas, l arm e a estimé que l avantage militaire   tirer de l abattage de la cible principale l emportait sur la perte de vies civiles, dont on savait qu elles seraient touch es lorsque l attaque serait men e. Toutefois, lors de conversations avec *Local Call*, les opérateurs.rices de drones ont révélé que ce sont précisément ces frappes   celles où ils savent   l avance qu ils toucheront des non-combattant.e.s, plutôt que celles qui impliquent des erreurs   qui entraînent la plus grande charge mentale.

La différence entre les frappes   r gul es   et les frappes sans pilote ne réside pas seulement dans la localisation du soldat qui mène l attaque, mais aussi dans la nature et le nombre des cibles. Le crime est commis bien avant que l assassinat n ait lieu, et presque personne dans la chaîne de commandement, du commandant   l op rateur.rice, n a de pouvoir discrétionnaire en la matière. Leur autonomie est très limit e car ils.elles obtiennent leurs

informations d'autres sources. Ils/elles sont souvent utilisés comme tampon kasher humain pour tuer.

Un cas d'erreur d'identification et un autre

Sept ans plus tard, lors de l'assaut de mai 2021 sur Gaza, des frappes de drones israéliens ont tué cinq civils à Gaza dans deux incidents distincts.

Selon une enquête de *Local Call*, lors du premier incident, qui a eu lieu le 12 mai 2021, un drone de l'IAF a bombardé un véhicule, tuant quatre personnes qui avaient été identifiées par erreur comme des agents du Hamas. L'armée israélienne a publié des images de l'attaque. Les victimes étaient Aatef al-Barawi, Nael al-Barawi, Wael al-Ghawla et Talaat Agha. Ils étaient des agriculteurs qui chargeaient des palettes dans leur véhicule dans le nord de Gaza. Le porte-parole de l'IDF (Armée de Défense d'Israël) a confirmé à *Local Call* que ces quatre personnes étaient innocentes ; elles faisaient partie des 46 personnes tuées à Gaza ce jour-là, dont la moitié étaient des non-combattants.



Le père d'Alaa Qaddoum, une fillette palestinienne de cinq ans, emporte son corps après qu'elle ait été tuée par une frappe aérienne israélienne dans le quartier de Shuja'iyya de la ville de Gaza, le 5 août 2022. (Mohammed Zaanoun)

Le second incident est produit une semaine plus tard, lorsque Dima Asaliyah, 10 ans, résidente de Jabaliya, a été tuée lors d'une frappe aérienne sans pilote à proximité de sa maison. Elle avait apparemment été identifiée à tort comme un agent du Hamas. Sa mère a déclaré qu'Asaliyah avait été envoyée chercher une casserole chez sa sœur, à une cinquantaine de mètres de leur maison, lorsque le missile a frappé. À notre connaissance, il n'y avait pas de cibles du Hamas autour d'elle. Des mesures disciplinaires ont été prises à l'encontre des officiers, mais aucune enquête criminelle n'a été ouverte.

Des drones auraient Ã©galement Ã©tÃ© utilisÃ©s lors de lâ??opÃ©ration militaire menÃ©e en juillet dans le camp de rÃ©fugiÃ©s de JÃ©nine, un environnement particuliÃ¨rement dense. Cependant, le public israÃ©lien â?? laissÃ© presque entiÃ¨rement dans lâ??ignorance de la nature des attaques â?? a de nouveau Ã©tÃ© insensible aux attaques, et personne nâ??a remis en question lâ??Ã©thique de lâ??utilisation de ces machines. Rares sont ceux.celles qui se sont interrogÃ©.e.s sur lâ??utilitÃ© de ces tirs rÃ©pÃ©tÃ©s, ou qui se sont demandÃ©s si les massacres gÃ©nÃ©ralisÃ©s ne serviraient pas simplement Ã© alimenter la prochaine flambÃ©e de violence.

Pour lâ??armÃ©e et les mÃ©dias israÃ©liens, la dissuasion a Ã©tÃ© rÃ©tablie et les exportations de drones vont continuer Ã© monter en flÃ©che. Mais Ã© lâ??aube dâ??une Ã©re de tueries entiÃ¨rement automatisÃ©es, nous devons avoir cette conversation, non seulement au nom des palestinien.ne.s tuÃ©.e.s et blessÃ©.e.s par des frappes de drones, mais aussi en raison de son impact sur la sociÃ©tÃ© israÃ©lienne et du potentiel de ces outils Ã© servir un rÃ©gime de plus en plus autoritaire.

En rÃ©ponse Ã© une demande de commentaire, le porte-parole de lâ??IDF a dÃ©clarÃ© : Ã©« Lâ??IDF enquÃªte minutieusement sur les allÃ©gations de dommages causÃ©s Ã© ceux.celles qui ne sont pas impliquÃ©.e.s [dans les combats]. ParallÃ¨lement, lâ??IDF tire en permanence les leÃ§ons de leurs activitÃ©s opÃ©rationnelles et les intÃ©grent dans les procÃ©dures dâ??entraÃªnement et de combat, notamment pour minimiser les dommages causÃ©s aux personnes non impliquÃ©es et pour devenir plus efficaces sur le plan opÃ©rationnel.â?•

Depuis lâ??opÃ©ration Ã©« Bordure protectrice Ã©», lâ??IDF a amÃ©liorÃ© ses capacitÃ©s dâ??observation et de collecte de renseignements, et a ajustÃ© ses mÃ©thodes de criminalisation des cibles, dans le but de rÃ©duire autant que possible les dommages causÃ©s aux [personnes] non impliquÃ©es lors dâ??attaques contre des organisations terroristes opÃ©rant dans des zones peuplÃ©es, comme le montrent les opÃ©rations menÃ©es dans la bande de Gaza au cours des derniÃ¨res annÃ©es. Ã©»

Sebastian Ben Daniel (John Brown) est un universitaire et blogueur israÃ©lien.

Source: [+972](#)

Traduction ED pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

date crÃ©Ã©e
2023/09/20